

**Union européenne - Accords  
commerciaux - CETA - Mercosur -  
Echanges de M. Edouard Philippe,  
Premier ministre et de M. Stéphane  
Travert, ministre de l'agriculture et  
de l'alimentation, sur Facebook  
(Paris, 27 février 2018)**

Extraits

(...)

**Q** - Monsieur le Premier ministre, comment voulez-vous gouverner un pays où il existe 258 variétés de fromages ?

**R** - Edouard Philippe - Cela dit, je crois que l'expression du Général De Gaulle sur les 258 fromages, c'est une bonne façon d'aborder la question, à la fois, de ce que nous faisons, et de ce qui est possible de faire en France. Pour une raison simple, c'est que ces 258 variétés de fromages, c'est une richesse. Il ne faut pas du tout le voir comme un problème, il faut le voir évidemment comme une richesse, comme une richesse culturelle, la diversité, ça fait partie de ce qu'on est, comme une richesse économique.

Et d'ailleurs, ce qui est très intéressant, c'est que, à l'extérieur, partout dans le monde, on ne connaît pas les 258 variétés de fromages on en connaît quelques-unes qui sont très emblématiques ; et on sait que les Français aiment le fromage. Et donc c'est une façon d'identifier ce que nous sommes, et derrière cette diversité il y a évidemment une très grande unité et une très grande excellence dans cette production. Et je trouve que d'une certaine façon, ça résume bien ce qu'on veut faire.

Un mot quand même pour dire que dans les négociations internationales qui ont lieu en ce moment, ça a été vrai avec le Canada, dans le cadre du CETA, c'est vrai dans l'Amérique du Sud, c'est vrai aussi dans d'autres négociations internationales, la question des exportations, de la protection et des exportations des fromages français est une question que nous plaçons au coeur des discussions, et qui est placée au coeur des discussions.

Et nous ouvrons un certain nombre de marchés, on parle souvent de ces grands traités internationaux comme des moments où certains produits étrangers peuvent être commercialisés en France, ils font une concurrence en France à des produits français, mais il faut aussi voir l'autre aspect, c'est la capacité des produits français à être exportés et à concurrencer sur place des produits locaux ou à prendre des parts de marché. C'est évidemment important pour les producteurs de fromages français, et l'accord sur le CETA

notamment est très favorable en termes de reconnaissance des appellations et de protection de la distribution et de la production.

Q - Monsieur le ministre de l'agriculture : quelle est la position actuelle de la France concernant les négociations commerciales avec le Mercosur, et plus précisément les contingents de boeuf et d'éthanol ?

R - Stéphane Travert - Sur le Mercosur, aujourd'hui, la position de la France a été très claire et elle a été rappelée par le président de la République : d'abord, nous défendons notre filière bovine française et la France a posé des conditionnalités sur d'abord les contingents - contingents de boeuf, entre viande fraîche et viande congelée - et puis des conditionnalités sur nos standards de qualité. La France, c'est une qualité, c'est une démarche de qualité, et nous avons posé des conditionnalités très fortes sur la qualité sanitaire, mais aussi la traçabilité de nos aliments. Et aujourd'hui, avec ces lignes rouges qui ont été rappelées d'ailleurs au commissaire Phil Hogan, et à Jean-Claude Juncker, nous considérons qu'aujourd'hui, en l'état, sur la filière bovine, l'accord ne peut pas être mis en oeuvre.

Et, nous avons souhaité porter des conditionnalités fortes notamment sur une clause qui, si le l'accord était signé et mis en oeuvre, nous apporte la preuve que les cours étaient fragilisés à cause de ces apports de contingents, dans ce cas, nous n'hésiterions pas à demander cette clause de sauvegarde qui nous permettrait de protéger notre filière.

Et il en va ainsi sur l'ensemble de l'accord. Aujourd'hui, cet accord n'est pas encore signé, et nous avons rappelé que nos lignes rouges étaient fermes, mais elles étaient fortes, et nous continuons à travailler avec l'Union européenne pour faire en sorte de défendre les qualités de notre filière bovine française, et nous le faisons d'ailleurs au niveau européen, avec 12 autres pays qui portent les mêmes exigences que notre filière française.

(...)

Q - Pourquoi vouloir mettre en concurrence les agriculteurs français avec les agriculteurs canadiens, brésiliens, argentins ou d'autres pays, nous n'avons pas les mêmes règles fiscales ni les mêmes valeurs environnementales, et nous n'avons pas le même niveau social, ne serait-ce pas de la concurrence déloyale ? Cela ne risque-t-il pas de baisser la qualité des produits français et d'ailleurs ?

R - Edouard Philippe - C'est une bonne question, et je voudrais essayer d'y répondre en reconnaissant que, d'abord, il y a un certain nombre de gens qui ne croient pas aux bienfaits du commerce international. Parfois, ils ne le disent pas comme ça, mais ils considèrent que le commerce international, la concurrence, le fait que l'on puisse être en concurrence avec des producteurs locaux, c'est forcément une mauvaise chose.

Alors évidemment, pour ceux-là, je vois mal comment démontrer et comment justifier le fait que nous nous pensons que l'agriculture française, les agriculteurs, la France a tout à gagner à ouvrir des marchés et accepter un degré de concurrence, à certaines conditions, bien entendu,

je vais y revenir. Mais nous en sommes convaincus.

D'abord, un mot, quand on ouvre des marchés en France à des concurrents étrangers qui ne sont pas forcément des concurrents qui produisent dans des conditions sociales très défavorables par rapport à celles qui prévalent en France - le Canada - ce n'est pas très différent en termes de protection sociale. Il peut y avoir des façons de produire différentes, j'y reviendrai, mais ce n'est pas très défavorable en matière de protection sociale par rapport à ce qui se passe en France.

Quand on ouvre des marchés en France et en Allemagne pour les producteurs canadiens, la contrepartie, c'est qu'on ouvre des marchés au Canada pour les producteurs français et allemands. Et il ne faut pas perdre de vue les deux choses, il y a un certain nombre d'accords qui nous ont ouvert des marchés et qui nous ont permis de gagner des marchés. Tout à l'heure, nous sommes allés avec Stéphane Travert sur le stand des viticulteurs, du vin, des spiritueux et des brasseurs, ils voient d'un très bon oeil l'ouverture des marchés internationaux, parce qu'ils savent que pour eux, c'est la possibilité de vendre plus, d'augmenter leurs exportations, d'augmenter leurs revenus. C'est la même chose, on le disait, pour les fromages et tout à l'heure.

Alors ce qui est vrai, c'est qu'il faut faire attention qu'en France, les agriculteurs - je pense notamment aux éleveurs parce que c'est la discussion générale qui se passe sur le Mercosur - ne souffrent pas de la concurrence.

Deux mots là-dessus, tout à l'heure, nous sommes allés voir la star du salon qui s'appelle Haute et avec sa génisse qui s'appelle Olympe. C'est une vache de la race Aubrac. Les éleveurs, qui étaient là, nous ont dit : "on n'a pas peur de la concurrence, nous, on fait de l'excellence. La seule chose dont on a peur, c'est que les normes sanitaires utilisées à tel endroit ne soient pas les mêmes que les nôtres, parce que, là, pour le coup, cela voudrait dire que l'on ferait une concurrence par la moindre qualité, et ça ce ne serait pas acceptable".

C'est justement quelque chose sur lequel on a tracé une ligne rouge extrêmement ferme, avec des normes sanitaires, des normes de qualité applicables dans l'Union européenne qui ne disparaissent pas quand on signe un accord avec d'autres pays ou d'autres continents que l'Europe.

Elles restent en vigueur, c'est essentiel, parce que c'est une garantie pour le consommateur, et c'est aussi une garantie de concurrence loyale pour les éleveurs. Sur ce point, nous sommes extrêmement fermes, je pense que l'on n'a rien à gagner à imaginer que le protectionnisme garantirait l'avenir de l'économie française. Cela n'est pas vrai, ça n'a jamais été vrai.

Et pour une économie comme nous qui exporte - les producteurs de porcs nous l'ont dit, exporter, pour eux, c'est indispensable, mais s'ils veulent exporter, il faut qu'il y ait des marchés à l'extérieur qui soient ouverts, comme en Chine - si on n'ouvre pas nos marchés, il est assez certain qu'à l'extérieur, on va les fermer, et que nous ne pourrions plus exporter là-bas. Il faut regarder cela globalement, en faisant très attention à ne pas être naïf, et on n'a aucune envie de l'être, mais en assumant le fait que nous pouvons gagner, nous pouvons avoir aussi un

intérêt à ouvrir des marchés à l'extérieur./.

(...)

(Source : site Internet du Premier ministre)